

La croissance française, "un exploit" à l'épreuve des chiffres

Christophe Alix, Luc Peillon, [Libération](#), 14 novembre 2009

Avertissement au lecteur (Michel Husson)

La phrase de l'article ci-dessous : « *En témoignent les indicateurs de réactivité de l'emploi face à la crise, construits par l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales) et selon lesquels la France fait partie, avec l'Espagne et l'Irlande, des pays européens dont la baisse de l'emploi consécutive à la baisse d'un point de PIB est la plus importante* » n'est pas conforme aux résultats de [l'étude réalisée par l'Ires](#). L'« indicateur de réactivité » (voir tableau 1) calcule pour chaque pays le pourcentage de suppression d'emplois associé à un point de baisse du PIB durant la récession. Il est de 0,4 pour la France et se situe dans la moyenne européenne, alors que l'Espagne (1,9) et l'Irlande (1,0) s'en écartent considérablement.

Le gouvernement jubile devant un PIB en hausse de 0,3% au troisième trimestre. Un record européen ?

François Fillon ne prend plus de pincettes pour le clamer haut et fort : l'économie française est aujourd'hui le meilleur élève de la classe européenne. Alors que l'hypothèse de croissance "prudente" de Bercy, sur laquelle a été établi le budget 2010, reste toujours de +0,75%, le Premier ministre s'est risqué en début de semaine à pronostiquer entre 1 et 1,5% de croissance l'an prochain, soit "l'une des meilleures, sinon la meilleure performance de l'ensemble des pays européens". En trois questions, décryptage des performances de l'entreprise France.

La croissance est-elle plus importante en France ?

Oui, si l'on s'en tient aux prévisions économiques d'automne, publiées la semaine dernière par la Commission européenne et hier par l'Insee. Après un an de récession, la France, qui a renoué avec une croissance de 0,3% du PIB au deuxième trimestre, a réitéré cet "exploit" au troisième trimestre, comme l'a qualifié hier la ministre de l'Economie, Christine Lagarde. A tel point qu'elle espère une fin d'année "sur les chapeaux de roue". Pour 2009, le gouvernement table néanmoins sur un recul du PIB de 2,25%, en raison de la crise qui a plombé l'activité au cours de l'hiver dernier. Une récession moins forte que celle de la zone euro (-4%) et qui surclasse la Grande-Bretagne, et surtout, l'Allemagne. En 2010, la croissance moyenne de la zone euro est attendue par Bruxelles à +0,7%, alors qu'elle serait de 1,2% en France et en Allemagne.

Pourquoi fait-on mieux que le reste de l'UE ?

Les raisons sont multiples mais peuvent se résumer à une formule, selon l'économiste Xavier Timbeau, de l'Observatoire français des conjonctures économiques : "Une économie un peu moins dépendante de l'extérieur, un peu moins à risques, et avec de puissants stabilisateurs automatiques." A la différence de l'Espagne ou de la Grande-Bretagne, la France n'a pas connu d'effondrement d'une bulle immobilière ni de son système bancaire. Moins dépendante de ses échanges extérieurs que l'Allemagne, elle a également moins souffert de la chute de la demande mondiale. En raison de la quasi-absence de fonds de pension, les effets de la crise financière sur le patrimoine des ménages ont aussi été atténués... Les "stabilisateurs automatiques" de l'Etat-providence ont également joué leur rôle pour aider la France à traverser la crise "moins mal" que les autres, comme on le souligne dans l'entourage de Christine Lagarde. "Grâce à la baisse de l'inflation et aux mesures sociales d'urgence, le pouvoir d'achat des ménages a encore augmenté de 1% au deuxième trimestre", explique-t-on. "L'Europe montre une grande diversité de situations, mais sur la plupart des indicateurs, la France se classe très bien", conclut Xavier Timbeau.

L'emploi résiste-t-il mieux ?

Rien n'est moins sûr, même si la France vient tout juste de cesser, au troisième trimestre, de détruire des postes de travail. En témoignent les indicateurs de réactivité de l'emploi face à la crise, construits par l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales) et selon lesquels la France fait partie, avec l'Espagne et l'Irlande, des pays européens dont la baisse de l'emploi consécutive à la baisse d'un point de PIB est la plus importante. La différence avec l'Allemagne, qui a connu un vrai effondrement de son PIB mais une augmentation de 7% seulement de son taux de chômage de septembre 2008 à septembre 2009 (contre +25% pour la France), est particulièrement frappante. "L'Allemagne a neutralisé son augmentation du chômage grâce au chômage partiel, qui représente trois points de sa population active en plus depuis la crise, contre un point seulement pour la France", explique Michel Husson, économiste à l'Ires. Des chômeurs partiels travaillant peu ou pas du tout, mais qui ne figurent pas dans les statistiques des demandeurs d'emplois.

L'ampleur des plans de relance semble également avoir joué son rôle. L'Ires note ainsi que "les trois pays [Italie, Pays-Bas et France, ndlr] dont les plans de relance représentent au plus 0,7% du PIB en 2009 ont préservé une moindre fraction de l'emploi que les quatre autres pays [Danemark, Allemagne, Royaume-Uni, Suède] dont les plans de relance représentent entre 1,2 et 1,4% du PIB". Le Royaume-Uni, dont le PIB devrait reculer de 4,6% en 2009 (soit le double de la France), a connu une hausse de 30% de son taux de chômage sur un an (soit une progression similaire à celle de la France). Au prix, cependant, d'un déficit de 12,1% de son PIB (contre 8,3% pour la France). Enfin, et même si ces suppressions restent limitées en volume, le maintien en France du non-remplacement intégral des départs à la retraite dans la fonction publique a contribué à détruire 23 000 emplois en 2008, puis 30 000 prévus cette année.